

# COOPÉR·ACTION

E-CHANGER • case postale 129 • 1709 Fribourg • tél. 026 422.12.40  
e-changer@bluewin.ch • www.e-changer.ch • CCP 17-7786-4

No 6 - JUILLET 2004 - PRIX CHF 4.-  
ABONNEMENT ANNUEL DE SOUTIEN CHF 20.-

« Le néolibéralisme tente de soumettre des millions d'êtres et veut se défaire de tous ceux qui seraient «de trop». Mais, ces «jetables» s'organisent et luttent. Les exclus de la modernité tissent des résistances.» > Sous-commandant Marcos



## 01 RÉFLEXION SUD SUR LA COOPÉRATION

### RENCONTRES D'ITAPUÃ

La réflexion sur l'identité du travail volontaire alimente de façon permanente la discussion entre les acteurs impliqués dans le Programme-Brésil de E-CHANGER. Cet effort d'analyse a d'ailleurs donné lieu en avril dernier à Itapuã, près de Salvador de Bahia, à une rencontre entre la coordination du programme et les collaborateurs locaux.

Aujourd'hui, le défi fondamental n'est pas de prouver la plus-value d'une forme de coopération par rapport aux autres, estime la Coordination-Articulation Brésil (COAR). L'essentiel est de mettre en lumière les manières de vivre ces diverses formes dans l'optique de découvrir «la forme des formes». Autrement dit, au lieu de mettre en balance tous les types de coopération, il est préférable de discuter de leur contenu, de leur méthode et de leur gestion. Or, la «plus-value» d'une action de coopération se mesure avant tout dans son potentiel porteur d'un «pouvoir être». Elle peut aussi générer un «devenir» qui évolue progressivement au contact de la réalité comme le souligne Enrique Dussel, dans *Pour une éthique de libération latino-américaine*. C'est ainsi que la plus-value d'un partenariat Nord-Sud réside dans l'avènement de «l'inédit viable» dont parle Paulo Freire dans *Pédagogie de l'Espérance*.

> suite en page 2

## UN MOUVEMENT EN MOUVEMENT

Nombreux sont les acteurs qui enrichissent quotidiennement la vie de E-CHANGER. Sur le terrain, il y a bien sûr les volontaires et leurs interlocuteurs du Sud, sans lesquels une coopération solidaire ne pourrait exister. Entre ces deux types d'acteurs, il serait injuste d'oublier les coordinations qui – partout où elles existent – fonctionnent comme les véritables antennes de notre observation à distance.

En Suisse, les groupes régionaux (GREGs) et les nouvelles sections cantonales accomplissent, il faut le rappeler, un magnifique travail de fond; s'y ajoutent les efforts du comité, du secrétariat, des ex-volontaires (qui gardent encore des contacts avec le mouvement), des sympathisants et de tous les collaborateurs anonymes sur lesquels on peut compter. Enfin, il faut mentionner la montée en puissance des groupes de soutien qui appuient les coopér-acteurs en s'engageant activement en leur faveur.

Ces dernières semaines, deux faits marquants ont permis de mesurer l'ampleur de ce dynamisme. Au Brésil, à la fin avril, la rencontre des Volontaires à Itapuã a débouché sur une réflexion très riche. Élaborée à partir des expériences de terrain, elle apporte beaucoup de propositions précieuses pour notre pratique quotidienne de coopération solidaire. En Suisse, l'Assemblée générale du 5 juin à Lausanne, a été marquée par un véritable bond qualitatif et quantitatif par rapport aux éditions précédentes. La forte affluence de jeunes membres dénote sans équivoque la rénovation générationnelle en cours chez E-CH. Quant au débat public qui a suivi, il démontre l'importance de notre contribution à la dynamique actuelle de la société civile suisse. Au final, un ensemble de signes positifs, véhiculant l'espoir de pouvoir concrètement réaliser ce qui nous définit: un mouvement en mouvement.

> SERGIO FERRARI > Chargé de presse E-CH

Pour relever ce défi ambitieux, la relation de coopération ne doit pas être exclusivement prédéterminée par la proposition de celui qui coopère, mais il faut aussi prendre en considération le contexte de vie et les nécessités du «coopéré». Ce cap franchi, il est souhaitable d'abandonner une relation qui se limite à un transfert de connaissances. On devrait progressivement pouvoir lui substituer un partage des savoirs. Du point de vue méthodologique, cela signifie dépasser la distinction entre coopérant et coopéré. Car, souvent, ce dernier apporte ses connaissances et ses idées à celui qui lui a proposé son aide. Cet échange produit ainsi une relation d'équilibre entre le coopérant et le coopéré que décrit Paulo Freire dans *Pédagogie de l'Autonomie*. Cela nous amène à un partenariat dans lequel la planification du travail doit être essentiellement un processus de cogestion dans la réciprocité. Il est dès lors évident que toute forme de coopération ne peut être l'incorporation de l'Autre dans un projet mimétique du «moi» européen, occidental et rationnel. Il doit nécessairement constituer, une rencontre de sujets différents qui convergent dans la construction d'un autre monde possible et nécessaire.

Dans ce but, le Programme Brésil a arrêté d'être une simple offre suisse pour une population défavorisée. Il se constitue désormais sous une forme participative et comme un outil de coopération entre sociétés civiles. Les résultats de ce dialogue ont ainsi permis de définir comme secteurs d'activités prioritaires: le développement institutionnel, la santé et l'agro-écologie.

> TUTO WEHRLE ET DJALMA DA COSTA > pour la Coordination E-CHANGER au Brésil

> COLOMBIE

## LA SOCIÉTÉ CIVILE SE REBIFFE

L'autonomie de la société civile est un élément déterminant dans le processus de consolidation de la démocratie. Elle seule permet un débat ouvert sur les politiques publiques, principal garant d'une évaluation critique. En Colombie comme ailleurs, la vigilance des mouvements sociaux favorise la réalisation de projets d'intérêt général en empêchant l'État de fuir ses responsabilités.

Un des problèmes récurrents du développement consiste en l'adoption de politiques publiques ne favorisant qu'un secteur restreint de la population ou de l'économie. En Colombie, les décisions de l'État en matière d'exploitation pétrolière en sont un exemple frappant: elles ont généralement favorisé les entreprises nord-américaines et anglaises plutôt que l'épanouissement d'une industrie nationale. Aujourd'hui, l'histoire pourrait bien se répéter puisque le gouvernement colombien négocie un nouvel accord bilatéral avec les États-Unis. Celui-ci risque de conduire à la banqueroute plusieurs secteurs de l'agriculture et de l'industrie nationales. Pour pallier au peu de réaction des parlementaires – davantage occupés à négocier des postes et des contrats publics avec le gouvernement – la mobilisation des organisations de la société civile s'avère indispensable.

La faiblesse du pouvoir législatif est incontestablement un facteur qui peut empêcher une saine surveillance de la gestion publique. La situation dramatique des droits humains (DH) et des réfugiés internes constitue à ce titre un cas d'école: gouvernement et organisations de défense des citoyens se livrent une guerre des chiffres sans merci. Grâce aux activités de suivi de ces mouvements, le gouvernement colombien ne peut plus passer sous silence les milliers de violations des DH. La même logique de contrepoids démocratique exercée par les mouvements sociaux s'amorce au niveau du soutien aux populations marginales: l'État ne peut plus se désister sans devoir se justifier.

### > SOUTIEN EXOGÈNE CAPITAL

Consciente de son influence, l'Église catholique a également beaucoup œuvré pour la reconnaissance des droits de la minorité afro-colombienne. Celle-ci a finalement pu obtenir de la part des pouvoirs publics, la formalisation de ses droits territoriaux ainsi que la protection de ses systèmes de production traditionnels. Mais, outre la vigilance des mouvements sociaux locaux – associations paysannes, mouvements de femmes, fondations à but humanitaire, etc. – le soutien qu'ils reçoivent de l'Étranger est déterminant.



Il permet de consolider le processus démocratique et de protéger les intérêts vitaux de la population en appuyant l'autonomie de la société civile. Face à des classes dominantes qui tentent de la faire taire par des moyens plus ou moins violents, cet appui extérieur n'est pas négligeable.

La présence de volontaires suisses qui travaillent systématiquement aux côtés des démunis, apporte une contribution importante au respect de la mobilisation citoyenne. Seule réserve qu'on peut formuler à l'égard des expatriés, ceux qui n'ont travaillé que deux ou trois ans dans le pays sont parfois handicapés par leur connaissance limitée du contexte local. Les volontaires indigènes, en revanche, peuvent allier leur immersion totale dans leur lieu d'activité avec le fait d'être employés par une organisation du Nord. Cette affiliation, surtout si elle s'organise avec un partenaire qui fait

parler de lui de temps en temps, apporte le petit plus nécessaire pour faire plier la résistance des forces conservatrices, encore très affûtées en Amérique latine.

> JACQUES MÉRAT,

> Coordinateur E-Changer en Colombie

## E-CHANGER ET LA COLOMBIE

C'est en 1973 que les premiers volontaires de FSF (ancien nom de E-CH) sont partis pour la Colombie. Depuis cette date, la présence sur place du mouvement n'a jamais été interrompue. Bien sûr, nos partenariats ont évolué parallèlement aux mutations du pays. Au cours des dix dernières années, nous nous sommes essentiellement engagés dans l'éducation, la construction de la paix, la défense des Droits humains et l'économie solidaire dans le cadre de la pastorale sociale de l'Eglise. Aujourd'hui, notre appui privilégie le travail des communautés urbaines, notamment dans les domaines de l'économie solidaire, du recyclage et de la commercialisation des produits.

> AGNÈS JUBIN

### 03 POINT DE VUE SUD SUR LA CONJONCTURE

> NICARAGUA

## LA MAJORITE SILENCIEUSE SE MOBILISE

Il n'est pas facile de se battre dans un pays où les élites politiques restent totalement sourdes aux doléances de la population. Malgré les belles promesses du *Nouvel An*, les Nicaraguayens attendent toujours le miracle socio-économique annoncé par le gouvernement. Tour d'horizon des errances d'un pays qui «fête» les 25 ans de la chute du dictateur Somosa.

Début janvier, cédant à la tradition du «on efface tout et on recommence», le gouvernement nicaraguayen a solennellement proclamé des lendemains qui chantent. Il se montrait alors confiant pour deux raisons. Premièrement, le traité de libre-échange négocié avec les États-Unis devait générer des investissements conséquents. Deuxièmement, l'inclusion du Nicaragua dans la liste des pays bénéficiaires de «l'Initiative des institutions internationales pour les pays pauvres très endettés» augurait un allègement de la dette nationale.

Or, ces promesses porteuses d'espoir sont restées lettre morte. Les 2 millions «économisés» (suite à l'annulation de 87% de la créance)

qui devaient aller à des programmes de lutte contre la pauvreté, ont servi jusqu'à présent à payer la dette intérieure, c'est-à-dire à rembourser les banques! Il faut croire que les dirigeants de ce pays sont complètement sourds pour ne pas entendre la clameur de milliers d'humbles citoyens, la plupart affamés et malades, qui campent depuis plusieurs semaines face au parlement. Ces anciens travailleurs des bananeraies, atteints de maladies graves suite à l'utilisation d'un pesticide chimique (le Nemagon), exigeaient l'appui du gouvernement dans les procédures judiciaires entamées contre les multinationales de la banane.

### > PARLEMENT INEFFICACE

Pourtant, les députés sont pour le moment encore trop occupés à se répartir les sièges au Bureau de l'Assemblée nationale. Pendant ce temps, des discussions essentielles pour l'avenir immédiat du pays restent en souffrance. Aussi bien les lois censées protéger la production nationale dans le cadre du traité de libre-échange, que le débat sur la privatisation de l'eau ou celui sur le salaire minimum, attendent le bon vouloir du législatif. Mais, il y a encore plus grave. Le projet de réforme budgétaire 2004 dort toujours au fond d'un tiroir, ce qui laisse à la dérive une institution comme le ministère de l'Éducation. A l'heure actuelle, 3'000 écoles n'ont ni l'eau ni l'électricité et il manque encore 400'000 pupitres dans tout le pays! Si on y ajoute le fait que 35% des établissements scolaires auraient besoin d'importantes réparations, on est pour le moins en droit de s'inquiéter.

De plus, à la veille de la rentrée des classes de février, les enseignants ont clamé haut et fort qu'ils n'accueilleraient pas les élèves si l'augmentation de leurs salaires – annoncée dans tous les médias par le président Bolaños – ne se concrétisait pas. Il a fallu que les maîtres fassent grève avant les vacances de Pâques pour que le gouvernement leur concède enfin une augmentation de 243 cordobas (20 FS) en vue de compenser la hausse du coût de la vie. Mais, même ainsi, leurs salaires restent misérables: avec l'équivalent de 120 F par mois, ils ne peuvent satisfaire les besoins essentiels de leur famille.

### > CULTIVATEURS EN COLÈRE

Pourtant, comparée à la situation des travailleurs de la terre, celle des enseignants n'est pas si mauvaise. Au mois d'avril, dans la zone



de production de café de Matagalpa, située au nord de Managua, les ouvriers agricoles se sont mobilisés pour la troisième année consécutive. Quelques cinq mille hommes, femmes et enfants ont entrepris une marche vers la capitale, avec à l'épaule une poche en plastique contenant tout ce qu'ils possèdent. Ces ouvriers, qui travaillaient dans les grandes plantations, se sont retrouvés sans travail et sans logement après la chute des cours internationaux du café. Leur objectif est désormais de sensibiliser la nation aux «trous de mémoire» du gouvernement. Ce dernier n'a toujours pas respecté les engagements pris en août 2003 à la suite d'un mois de lutte.

Dans les accords de Las Tunas, les autorités s'étaient engagées à leur fournir des parcelles où ils pourraient s'installer et cultiver la terre pour nourrir leurs familles. Pourtant, ce n'est que fin avril qu'une commission formée de hauts fonctionnaires, de représentants des paysans, des mairies et des Églises, a enfin fait une visite sur les terres qu'il est prévu de distribuer. Pour ne pas que le processus s'enlise, les futurs bénéficiaires n'ont pas abandonné leurs actions de protestation. Ils sont fermement décidés à continuer la lutte tant qu'ils n'auront pas reçu leurs titres de propriété.

Ce ne sont là que quelques exemples, qui montrent que la population organisée continue à défendre ses droits et à exiger sans relâche l'amélioration de son niveau de vie qui, jusqu'à présent, n'a cessé de baisser. Or, il n'est pas facile de se battre, spécialement dans la conjoncture actuelle. Tandis que les élections municipales, prévues en novembre, absorbent déjà toute l'énergie, l'argent et l'attention des politiciens, le gouvernement tâche de s'attirer les bonnes grâces des États-Unis. Aujourd'hui, comme par le passé, c'est Washington qui décide de ce qui est bon pour les Centraméricains.

> VERÓNICA PFRANGER, service de presse d'E-CHANGER  
> MICHÈLE FAURE, traduction

## > L'ÉCONOMIE NICARAGUAYENNE EN CHIFFRES (2003)

Population	5 510 000 millions
Moins de 18 ans	53 %
Chômage	24 %
Sous-emploi	68 %
PIB per capita	475 \$
Mandats familiaux*	788 millions \$
Exportations	600 millions \$
Importations	1 500 millions \$
Dettes extérieures	6 350 millions \$

\* Il s'agit de l'argent envoyé par les émigrés à leur famille (NDT).

## > SALAIRES MENSUELS DE BASE AU NICARAGUA

Travailleurs agricoles	40 \$
Secteur public (infirmières, policiers...)	80 \$
Construction	95 \$
Secteur privé	150 \$ et plus
Députés	3 000 \$
Ministres	5 000 \$
Panier de la ménagère pour 6 personnes (53 produits)	280 \$

Source: FIDEG (Fundación Internacional para el el Desarrollo Económico Global – Fondation internationale pour le développement économique global)

### 04 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2004

## UNE DYNAMIQUE AMORCÉE

Réunie le 5 juin dernier au centre paroissial St-Jacques de Lausanne, l'AG 2004 a réuni une bonne cinquantaine de personnes. Outre l'affluence, un participant n'a pas manqué de souligner «un changement générationnel rassurant». Quant, à la table ronde organisée en soirée, elle a permis à deux conseillers nationaux vaudois d'expliquer leur point de vue sur l'importance des mouvements sociaux dans le cadre de la coopération.

Si 2004 s'annonce sous les meilleurs augures avec l'enregistrement de 23 nouveaux adhérents en cinq mois, l'an passé a été un peu plus difficile pour E-CH. C'est en tous cas le constat de Bruno Clément, qui a rejoint le secrétariat général il y a un peu plus d'un an: «En 2003, nous avons reçu énormément de demandes de renseignements (153), mais au bout du compte très peu de personnes se sont décidées à partir (9)». Son homologue Agnès Jubin a heureusement rassuré tout le monde: «La relève sur le terrain est en bonne voie. Pas moins de 50 personnes sont en formation dans les groupes régionaux



(GREG) et dix-huit d'entre elles sont candidates au départ.»

De retour de Porto Alegre où il vient de passer quatre mois auprès des organisations partenaires, le troisième secrétaire général Pierre-Yves Maillard a fait part de ses réflexions de travail. «Les possibilités offertes par les collaborations avec le Sud sont loin d'être épuisées et les compétences de nos partenaires doivent être encore d'avantage valorisées!» Côté helvétique, il a rappelé l'importance des sections cantonales dans la dynamique > suite page suivante

du mouvement ainsi que celle des groupes de soutien aux Volontaires qui assurent durablement un encadrement de qualité.

### > SUCCÈS MÉDIATIQUES

Responsable «communication», Sergio Ferrari a tiré un bilan extrêmement positif de l'année écoulée. Les rapports avec les médias suisses se sont densifiés grâce à un important travail de rapprochement avec les journalistes: «Cela prouve que malgré les concentrations médiatiques actuelles, une Autre Information reste possible», a-t-il affirmé. Dans la même optique, la professionnalisation du périodique interne Coopér-action et l'ouverture du site internet www.e-changer.ch constituent un atout indéniable pour élargir le nombre d'adhérents.

Un espoir confirmé par la vitalité des groupes régionaux (GREG) qui ont présenté leurs activités respectives 2003 à l'assemblée. A travers l'organisation de journées de réflexion et de formation pour les Volontaires potentiels, un esprit de groupe se développe dans lequel chacun apporte sa contribution et son enthousiasme. Il n'est d'ailleurs pas rare que les soirées informelles qui suivent débouchent sur des moments de fête très appréciés...

### > DES VOLONTAIRES LUCIDES

De retour en Suisse après trois ans passés en Bolivie, Maurice Michelet a témoigné de la vitalité des mouvements sociaux sur place. Ils constituent un réel espoir pour la majeure partie de la population opprimée. Rosemarie Fournier, son épouse, a aussi tenu à rappeler l'importance du soutien logistique et psychique que les accompagnante-s apportent aux Volontaires. L'occasion aussi pour Bruno Clément d'attirer l'attention de l'assemblée sur «l'importance de la recherche de fonds, si l'on veut pouvoir continuer à envoyer des coopérants et leur conjoint-e dans le Sud.» Dans ce but, le secrétariat a élaboré des outils (plaquettes, prospectus, site web...)

qui doivent permettre à chaque membre de recruter des donateurs. Un appel qui a pris tout son sens avec la présentation des comptes par l'administrateur E-CH Jean-Luc Chassot. «Si le déficit de l'exercice écoulé se limite autour des 60'000 francs, celui de 2004 pourrait bien tripler! L'objectif de l'année en cours est donc de trouver 180'000 francs si l'on veut équilibrer le budget.»

### > SOIRÉE «POLITIQUE»

Après un excellent repas servi par le GREG Vaud, la soirée s'est poursuivie avec la projection du film «Argentine, la décennie Menem» du réalisateur Fernando Solanas. En vue de finir l'AG sur



Luc Recordon, nouveau membre du comité E-CH

une ouverture vers le monde politique, Bernard Fragnière – Président d'E-CH – avait organisé une table ronde sur le défi que représente l'altermondialisme pour la coopération. Premier à prendre la parole, le conseiller national socialiste Pierre-Yves Maillard a estimé que la Bolivie est un bon exemple du réveil des opinions publiques latino-américaines. Joëlle Ruedin, qui a passé trois ans à Cochabamba, a tenu à nuancer cet optimisme: «La société civile bolivienne, encore peu politisée, n'est entrée en lutte que lorsqu'elle s'est sentie directement menacée.» Une précision saisie au bond par la conseillère nationale écologiste A.-C. Menétrey: «LE politique reste la meilleure arme contre le néo-libéralisme. Malheureusement, les partis lui préfèrent la politique politicienne. Le rôle des altermondialistes c'est de dénoncer énergiquement ces dérives.»

> NICOLAS GEINOZ, stagiaire communication E-CH

## > PRÉSENTATION DES COMPTES 2003

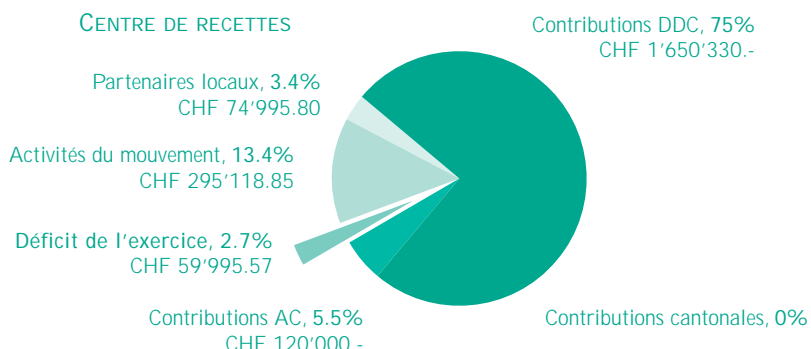
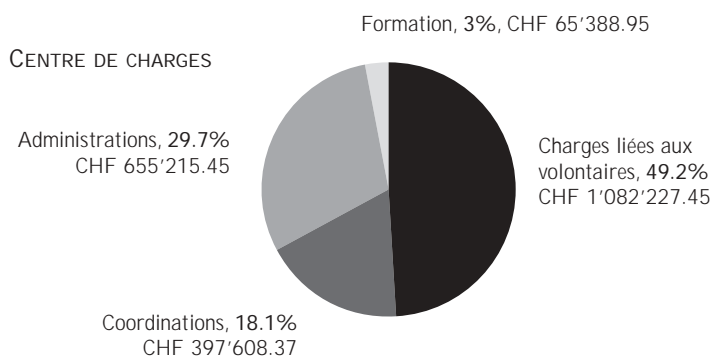
### BILAN AU 31 DÉCEMBRE (EN CHF)

#### Actif

Disponible	525'908.96
Réalisable à court terme	330'794.42
Réalisable à moyen terme	1'408'425.59
Immobilisés	20'003.00
<b>Total</b>	<b>2'285'131.97</b>

#### Passifs

Dettes à court/moyen terme	517'903.60
Fonds risques/solidarité	800'000.00
Capital	967'228.37
<b>Total</b>	<b>2'285'131.97</b>



**> DÉPARTS**

Jérôme Perret a rejoint São Paulo au Brésil, le 29 mars. Comme conseiller, il apportera un renforcement à l'Association brésilienne des ONGs (ABONG) pour la communication et l'organisation interne, ainsi que pour la préparation du Forum social mondial 2005 à Porto Alegre.

Oscar Hurtado Chujfi, volontaire originaire colombien, est engagé par l'association URBACAM à Cali, pour accompagner et former des familles paysannes qui produisent et commercialisent leurs produits dans un but d'économie solidaire et dans le cadre de la pastorale sociale diocésaine. Le groupe Esperanza Colombia de Reconvi-lier assure son soutien au volontaire et à l'organisation partenaire.

Bonne route et merci à ces volontaires et à leurs groupes de soutien.

**> RENOUELEMENTS**

Maria Jennifer Hennington à Cali en Colombie, André et Emma Gautier Bravo à La Paz (Bolivie), Moyra Cayetano, à São Paulo (Brésil), Denise Da Vega Alves, à Brasilia (Brésil), ont renouvelé leurs contrats avec E-CHANGER et nos partenaires. Leurs riches expériences et nombreuses compétences profitent durablement à nos partenaires Sud, tout en approfondissant le travail de passerelle et de sensibilisation avec la Suisse, notamment à travers leur groupe de soutien: nos félicitations et remerciements.

**> RETOUR**

Pietro et Maria Pilar Robertini ont terminé leur engagement après 7 ans d'appui en formation et organisation auprès d'associations paysannes à Diriamba et Managua au Nicaragua. Tous nos vœux pour leur avenir.

**> CONGÉS DE SENSIBILISATION EN SUISSE**

Jorge Mendoza et Astrid Feuzi, Denise Da Veiga Alves, Alexandra Melle, Maria Jennifer Hennington, Jérôme Urfer, Pascal Angst, Caroline et Alexander Bozzoli Cabrera Velazquez effectuent leur voyage de mi-contrat ou de fin de contrat en Suisse (coordonnées disponibles au secrétariat). Ce retour de 2 mois leur permet à la fois d'intensifier leurs contacts avec leur groupe de soutien et la société civile en général, et aussi de prendre un peu de recul bienvenu par rapport à leur engagement Sud. Nous remercions ces volontaires pour leur engagement et leurs efforts de sensibilisation en Suisse.

**> NAISSANCES**

Germain, le 30 novembre 2003, pour le bonheur de ses parents Sonia et Pierre-Michel Pierroz et de ses frères et sœur à Charrat/VS.

Eléonore a souri à ses parents Geneviève Hagmann et Charles Pralong, à Rarogne/VS, le 25 février

Mélia Nirinia, a pointé le bout de son nez le 11 mars, chez Sara Panchaud et Lucien Jaquemettaz, à Porrentruy/JU

Nos plus vives félicitations!

**> DÉCÈS**

Bernadette Pignon-Progin, ex-volontaire en Centrafrique s'en est allée début mars pour cause de maladie.

Le grand-papa de Nadia Piemontesi, membre du comité d'E-CH et celui d'Aline Duriaux, apprentie à E-CH, sont décédés en avril.

Nous adressons toute notre sympathie à leur famille.

**> AGENDA**

> Stage final au Bouveret (VS)  
du 27 juin au 17 juillet 2004

> Rencontre ouverte du groupe de soutien de Jérôme Urfer (repas suivi d'une présentation de son travail auprès de la municipalité de Matagalpa): dimanche 29 août dès 11h00 au refuge du Football club de Froideville, 1055 Froideville (VD).

**> SITE INTERNET**

Notre site Internet [www.e-changer.ch](http://www.e-changer.ch) diffuse des informations plus complètes et actualisées sur notre mouvement, nos partenaires Sud et nos engagements en Suisse.

Bien du plaisir à le consulter!

**> T-SHIRTS E-CHANGER**

Blancs ou noirs, de différentes tailles, avec le logo E-CH sur le côté gauche et le slogan «Partager sa volonté!», ils vous attendent. Vous pouvez nous en faire la commande grâce au bulletin ci-dessous. N'hésitez pas, pour le prix de Frs 25.-\* vous aurez un T-shirt de très bonne qualité de la marque SWITCHER, en coton bio et produit dans le respect des critères éthiques. Voilà une manière simple de montrer votre engagement actif pour notre association. D'avance nous vous remercions. \*Emballage et port en sus (Fr 6.-)



Je commande le(s) t-shirt(s) suivant(s):

Nombre	Couleur	S	M	L	XL	Prix

Nom

Prénom

Adresse

NPA

Localité

E-mail

Tel.

A envoyer à E-CHANGER, case postale 129, 1709 Fribourg  
fax: +41 26 422 12 43, e-mail: [e-changer@bluewin.ch](mailto:e-changer@bluewin.ch)

P.P.  
1709 Fribourg